

DOSSIER

LA COMMUNICATION ITINÉRANTE

Ce dossier a été coordonné par Chantal de GOURNAY

© Réseaux n° 65 CNET - 1994

EN ATTENDANT LES NOMADES

Téléphonie mobile et modes de vie

Chantal de GOURNAY

Loin d'avoir freiné la circulation des personnes, la télécommunication se met aujourd'hui au service du transport. La communication à distance n'a pas aboli le besoin ou l'obligation de se déplacer. L'*Homo Viator* fait irruption dans le paysage postmoderne comme une réminiscence de l'âge compagnonique, mais sa survivance témoigne de sa soumission aux aléas économiques plus qu'elle n'exprime le choix d'un style de vie. Il arrive qu'on rencontre l'Ulysse des temps modernes, cadre dirigeant en transit dans un aéroport ou bien chômeur hantant les couloirs de métro, mais de quelle odyssée peut-il aujourd'hui s'enorgueillir ? Partir, rêve de liberté pour certains, réalité aliénante pour d'autres, pour ceux qui bougent sous contrainte, mûs par la nécessité de quêter du travail ou de se plier aux impératifs professionnels. Cette nécessité guette tout un chacun, on le sait, l'âge des plans de carrière et des rêves d'installation est révolu, voici venu le temps des nomades.

Considérant les transformations accélérées de la technologie et de notre propre environnement professionnel, nous avons tendance à préjuger d'un changement plus profond et plus radical de la société, de ses valeurs et de ses modes de vie. La prolifération des terminaux mobiles n'est pas seulement perçue comme un progrès des

moyens de communication mais plutôt comme l'annonce d'une instabilité existentielle qui inquiète tout un chacun. Aussi faut-il envisager le sens global de cette mutation dans laquelle la technique a sa part sans toutefois en constituer le moteur. C'est pourquoi ce texte tente de mettre en perspective, par une approche combinant un recul historique et une démarche prospective, l'ensemble des paramètres qui définissent la structure nomade dans laquelle la société aperçoit le présage de son devenir. Cette structure nomade ne serait-elle qu'une projection fantasmatique de nos inquiétudes ? Aurait-elle au contraire quelque fondement organisationnel qu'on peut identifier par l'observation des pratiques sociales et des réalités économiques ?

Pour que l'hypothèse d'une « nomadisation » de notre cadre de vie puisse être validée, il faudrait d'abord montrer comment notre société est prête à rompre avec les principes d'organisation qui ont fondé la modernité, laquelle se définit essentiellement par un modèle politique profondément enraciné depuis le XVII^e siècle mais surtout depuis 1789. L'Etat est ce sujet historique qui a modelé le cadre de la sédentarité moderne, notamment dans le contexte français. Le nomadisme postmoderne ne saurait avoir d'autre signification que le dépérissement de la forme étatique. Son avènement impliquerait que notre organisation sociale puisse abdiquer les modèles qui ont servi à consolider la structure d'Etat. Ces modèles, qui sont constitutifs du territoire sédentaire et indissociables de l'intervention étatique, sont les suivants : l'identité locale et son inscription territoriale, le réseau comme vecteur d'organisation du territoire et de son intégrité (solidarité), l'entreprise avec son organisation du travail. Quelles sont les modifications que requiert le paradigme nomade concernant ces trois piliers qui constituent les sous-basements de la vie sédentaire ? Tels sont les points abordés successivement dans ce texte.

Enfin, le sens de l'outil technique est, lui aussi, appelé à se redéfinir au contact de l'esprit nomade. La dernière partie de ce texte lui est consacrée, sous l'angle par-

ticulier des radiocommunications et des terminaux mobiles. Du point de vue anthropologique, l'outil n'a-t-il pas été traditionnellement associé au monde sédentaire, par son conditionnement à une organisation du travail (le nomade étant historiquement défini par l'absence d'une telle organisation, délesté de tout moyen de production et tirant sa subsistance du commerce, des pâturages ou de son art – s'agissant dans ce dernier cas de saltimbanques, forains et autres métiers du spectacle) En évoluant du monde sédentaire vers le monde nomade, la technicité n'est-elle pas en passe de changer de nature, n'étant plus asservie à la discipline du travail ou à l'impératif du faire ? Les prophètes de communication, en particulier celles qu'on emporte dans ses déplacements, ne sont-elles pas en train de quitter l'ordre instrumental de l'outil ou de la machine pour assumer d'autres fonctions ? Une telle évolution impliquerait une transformation profonde du rôle de la technique, de son statut, ainsi que son inscription dans des registres de l'action humaine qui ne sont pas exclusivement subordonnés au travail, à la fonction productive ou à la spécialisation professionnelle. Le lecteur pressé pourra se reporter directement à la dernière partie de ce texte qui rend compte des usages actuels du radiotéléphone.

Les néo-nomades

« Nomade », le mot fleure bon l'aventure, aussi fait-il mode à défaut de faire sens, auprès des hommes de la finance et du commerce qui se vivent comme les derniers aventuriers du siècle, les seuls à expérimenter le vrai goût du risque, les fluctuations boursières et les sports dits extrêmes. Professionnels de la communication, Yuppies, Golden Boys, Jet Society ou négociateurs en tout genre composent cette catégorie de cadres astreints à une circulation intense, auxquels Jacques Attali n'hésite pas à attribuer l'appellation de « nomades », bien que son propos concerne surtout les « objets nomades » plutôt que la mobilité des hommes. Les vrais nomades, du reste, sont en voie d'extinction, tribus contraintes à la sédentarisa-

tion pour disposer des résidus de territoire que leur concèdent les nations établies, comme il en va des Bédouins et des Touaregs. S'il y a quelque impudence à utiliser la dénomination « nomades » au sujet des professionnels itinérants de l'establishment occidental, alors que les authentiques peuples nomades sont aujourd'hui menacés d'acculturation et de disparition, on peut néanmoins tenter de comparer leurs situations historiques, leurs rapports au territoire et leurs pratiques respectives, tout en tenant compte du caractère artificiel et cynique d'un tel amalgame.

Les peuples nomades furent traditionnellement des peuples guerriers, foncièrement récalcitrants à toute forme d'Etat ou de Nation. Un territoire non clos, en extension virtuelle selon les besoins de la transhumance ou la quête de l'eau, cela ressemble fort à notre définition d'un empire : des hommes de la steppe aux hommes du désert, de Gengis Khan à l'expansion arabe, les nomades ne bâtissent pas, ils font des conquêtes et défont les civilisations parvenues à leur décadence (Chine et Egypte). D'où leur logique de guerre, une manière de préserver leur latitude sans cesse contrariée par les bâtisseurs de cités qui les encerclent, de se prémunir contre l'instauration d'une territorialité close associée au régime de propriété qui est étranger à leur culture mais aussi à leur économie de survie.

Les élites professionnelles du monde moderne sont peut-être plus authentiquement nomades qu'il n'y paraît, moins par leur disposition à une vie sans attaches, sans possession et sans confort, que par leur conditionnement à la mentalité martiale, toujours prêts à la riposte et à l'offensive, dans un milieu de compétition dont ils ne perçoivent que l'hostilité. D'ailleurs, le réseau de satellites projeté sous le mandat de Reagan, dont s'inspirent aujourd'hui les exploitants américains de téléphonie cellulaire pour créer des transmissions à usage civil (Motorola et Teledesic), n'avait-il pas été baptisé « La guerre des étoiles » ? Ces conquérants d'un nouveau genre, obligés de s'étendre pour survivre et d'investir l'espace pour communiquer, de se tailler des « parts de marché » et de prospecter

des « bassins de main-d'œuvre », ne sont-ils pas les lointains héritiers de cette logique guerrière inhérente à l'expansion territoriale, aujourd'hui transposée à l'échelle interstellaire ?

Leur entreprise nie les frontières et défie les règlements protectionnistes des Etats c'est la multinationale pratiquant ladite « délocalisation » Ils ont le verbe guerrier de la compétition, la « guerre économique » est leur raison d'Etat, « battants » et « gagnants » sont les mots qui ont remplacé la qualification, les « forces de vente » désignent les travailleurs qui constituent le fer de lance de l'entreprise, par analogie avec « force de frappe » Les nomades d'autrefois se distinguent des peuples sédentaires par quelques traits culturels fondamentaux L'écriture (littérature), l'architecture et la représentation picturale appartiennent aux sédentaires et sont extérieures à la culture nomade, celle-ci se définit par une tradition orale, la science des nombres (parce que le calcul, plus que l'écrit, est nécessaire au commerce, activité nomade par excellence), la musique et l'orfèvrerie (des bijoux servant de monnaie d'échange, un art décoratif essentiellement destiné à l'ornement des armes) De même, les élites performantes d'aujourd'hui ne se nourrissent guère de littérature mais plutôt de culture visuelle, sinon orale, dispensée par les massmedia La dimension de la mémoire associée à l'écrit ne les concerne pas elles se projettent dans l'avenir et ne lisent que des statistiques dans les revues spécialisées, des informations de nature à favoriser l'anticipation, la prévision ou la planification Elles fondent leur formation sur les sciences dites exactes, et leur compétence sur la capacité à manier les chiffres

L'espace éclaté du local au tribal

Sans feu ni lieu, voilà ce que notre culture se représente de la condition nomade C'est bien par rapport à cette double dimension – domus et locus – que se définit

la précarité du monde des migrants Dans l'hypothèse d'un cadre de vie plus nomade, la société aurait à faire face non seulement à une instabilité du domicile mais aussi à la transformation d'un cadre de référence qui a pour nom le local, puisque la « localisation » des individus comporte aussi la notion d'appartenance à un milieu, à un univers de relations ou de communication défini par la proximité géographique Au sujet des trois niveaux de structuration des échanges et des identités culturelles – local, national et international –, il est couramment admis que le national constitue le maillon le plus fragile, compte tenu de la crise de l'idée de nation en Europe et dans le monde Par ailleurs, la sociologie et la philosophie de la Communication n'ont cessé de prédire, depuis bientôt deux décennies, la « collusion » croissante des deux niveaux, local et international après McLuhan et sa prophétie concernant le « village global », c'est Régis Debray qui parle aujourd'hui d'une « tribalisation planétaire » à propos du rôle des médias, quelques années après un essai de Michel Maffesoli annonçant « Le temps des Tribus » La mondialisation de la culture médiatique aurait pour effet de dissoudre la cohésion nationale au profit d'une socialité minimale ou restrictive Est-ce à dire que la circulation croissante de l'information et des hommes s'accompagnerait, paradoxalement, d'un réinvestissement de l'appartenance locale ? Autrement dit, la condition néo-nomade, liée à la délocalisation des activités et la mondialisation de l'échange, ferait-elle bon ménage avec une réaffirmation des valeurs « localistes » ? Une telle interrogation suscite une analyse des phénomènes identitaires attachés à l'espace de proximité dans chaque culture respective, sédentaire ou nomade

Deleuze et Guattari (1) ont cherché dans la théorie des jeux, notamment les échecs et le go, des éléments pour comparer la structure des mouvements propres aux nomades avec celle des sociétés à Etat (car l'Etat est, selon ces auteurs, la structure

(1) DELEUZE, GUATTARI, 1980

politique qui distingue les sédentaires, ce qui revient à définir les tribus nomades comme des sociétés sans Etat, avec une autorité politique définie – chefferie, califat, etc – mais un territoire précaire, directement tributaire de la vitalité d’une dynastie et de sa capacité à défendre, élargir ou accaparer un territoire) Soit les échecs comme jeu d’Etat (les monarques et l’empereur de Chine y jouaient), dont les pièces sont codées et dotées d’une identité ou d’une valeur différentielle (le roi, la reine, etc), à la différence du go, métaphore de la structure nomade, où les pions sont anonymes, de simples unités arithmétiques avançant dans une combinaison collective non subjectivée. On a là une première différence, à savoir la prégnance d’une structure identitaire dans l’organisation collective telle qu’elle est symbolisée par le jeu chez les sédentaires. Les pièces d’échecs entretiennent des rapports entre elles et avec celles de l’adversaire tandis que les pions de go n’ont qu’un rapport d’extériorité avec des constellations, remplissant une fonction d’insertion ou de situation – à lui seul un pion de go peut anéantir synchroniquement une constellation tandis qu’une pièce d’échecs ne le peut pas. Les échecs disposent donc de combinaisons réglées par des significations précises, s’ordonnant en des sujets d’énonciation, c’est pourquoi ils constituent une « sémiologie » selon Deleuze, alors que le go est pure stratégie se déployant dans un ordre de stricte insignifiance ou d’équivalence numérique. On a là la caractéristique fondamentale du dispositif étatique, qui doit affecter des signes d’identité dans un espace clos afin d’en assurer la cohésion interne et de régler les relations intracommunautaires, parce que ni l’Etat ni la souveraineté ne sont pensables indépendamment d’un rapport entre le dedans et le dehors, entre l’identité et l’altérité. Autrement dit, cette forme d’intériorité qui est produite par l’action étatique consistant à coder le territoire (par l’instauration du régime de propriété), c’est le local avec sa distribution de rôles identitaires indexés sur le statut social, générant des modes de relations, de représentation politique et de visibilité sociale spéci-

fiques, notamment le phénomène de la notabilité si caractéristique de la société bourgeoise et locale en France. Si l’on s’en tient à la détermination historique du local, en tant que forme socio-culturelle construite par l’avènement de la souveraineté nationale (1789), on peut considérer que le principe d’identité du local n’existe que pour les sociétés sédentaires déjà acquises au processus démocratique.

A partir des structures ludiques incarnées par les échecs et le go, on peut intellectuellement reconstituer le principe d’association et d’allégeance qui est au fondement de chaque type de société, sédentaire ou nomade. L’adhésion à une collectivité ou l’appartenance à un groupe, chez les sédentaires comme aux échecs, réfère à un système d’acteurs avec une distribution de rôles singuliers, chacun devant tenir sa place ou son rang, comme à la Cour de l’Ancien Régime mais aussi comme sur la scène publique bourgeoise. La répartition de ces rôles est établie avec une certaine pérennité (transmission héréditaire de la propriété et des titres) et elle est assortie d’une classification sociale ainsi que d’un registre identitaire. La noblesse bénéficiait de privilèges pour autant qu’elle était soumise à l’obligation de défendre le territoire et la propriété, dans le cadre d’une identification à une religion, une monarchie, une nation (ou un peuple). Dans l’optique post-révolutionnaire, l’espace public, support de la volonté collective dans les sociétés occidentales, est à la fois une forme globale et locale, les mêmes signes d’appartenance et de légitimité étant reproduits au niveau local. On peut dire que le local n’est pas une forme communautaire singulièrement déterminée par des relations de proximité, mais une réplique décalquée de la structure étatique, avec une surdétermination de codes similaires quant aux principes d’appartenance, de cooptation ou de légitimation.

Cette forme locale est en ses principes fort éloignée de la forme tribale qui est la marque des peuples nomades, l’unité sociale de base à partir de laquelle s’opère le contrôle d’un territoire. Périodiquement ou de manière permanente au cours de l’histoire, les nomades devaient mobiliser des

corps ou des groupes pour défendre ou conquérir un territoire. Les victoires sont établies au profit d'une tribu, mais la cooptation du groupe mis au service de la cause tribale ne se fonde pas automatiquement sur un principe d'appartenance à l'identité tribale. La cooptation qui se porte garante du territoire se construit sur une association numérique, fruit d'une alliance multi-tribale où les différences s'effacent au profit de la puissance du nombre, où les éléments sont solidaires d'un ensemble plus proche de l'organisation militaire, chacun étant doté d'une valeur anonyme, toute la symbolique singulière se concentrant éventuellement dans la personnalité du chef. C'est sur un tel principe d'association que l'empire ottoman et les Arabes ont fondé leur puissance militaire, constituée à partir de combattants appartenant à des ethnies importées et des religions exogènes incorporées aux tribus conquérantes (Saladin, le symbole arabe de la défaite des Croisés, était Kurde, de même que le corps des janissaires, dont le rôle politique dans les intrigues de palais était considérable, était composé d'enfants chrétiens enlevés à leurs familles). De ces deux principes d'association fort différenciés, il découle que la société locale (constitutive des systèmes à Etat) est par nature l'antithèse de la société tribale ou du clan, celle-ci tolérant la captation de valeurs allogènes tandis que celle-là se fonde sur la valorisation des membres indigènes et des critères identitaires. Le nomade s'est toujours trouvé à l'intersection des cultures et des ethnies, et son combat pour la survie communautaire a toujours fait appel aux alliances à l'extérieur de son groupe d'appartenance, comme en témoigne encore aujourd'hui la cause palestinienne. L'identification à une communauté ou l'allégeance à une cause commune, dans le cas du sédentaire, sont tributaires de la référence à un lieu commun alors que celle-ci n'est pas nécessaire au nomade.

Cette différence constitue un point d'ordre théorique au sujet du débat actuel sur la transnationalisation culturelle et mé-

diatique. Il n'est pas possible de valider l'hypothèse paradoxale du déclin de l'identité nationale et des frontières étatiques au profit d'un regain de l'identité locale, puisque l'une et l'autre constituent l'expression ambivalente de l'unité territoriale. Si la solidarité humaine est appelée à se recomposer sur d'autres bases, sur une mise en commun plus restreinte ou plus partielle, sans référence à un lieu commun, il serait alors probable que les sociabilités nouvelles se déterminent par une forme plutôt « tribale » que « locale ». La « tribalité », dans cette optique, n'est plus un principe d'identité mais un principe d'association qui se fonde sur un champ d'affinités et d'intérêts communs. Plus proche du corporatisme, l'expression collective de l'existence nomade s'appuiera davantage sur la proximité professionnelle, l'appartenance à l'entreprise, les modes de consommation, les clivages générationnels et les différences sexuelles.

La communication nomade : du réseau au rhizome

Les métaphores du jeu évoquées par Deleuze et Guattari nous fournissent également quelques éléments de réflexion sur la nature du mouvement chez les nomades et sédentaires. Les mouvements dans l'espace n'obéissent pas à la même logique. « Dans le cas des échecs, il s'agit de se distribuer un espace fermé, donc d'aller d'un point à un autre, d'occuper un maximum d'espace avec un minimum de pièces. Dans le go, il s'agit de se distribuer dans un espace ouvert, de tenir l'espace, de garder la possibilité de surgir en n'importe quel point. Le mouvement ne va plus d'un point à un autre, mais devient perpétuel, sans but ni destination, sans départ ni arrivée. Espace lisse du go, contre espace strié des échecs. Nomos contre polis » (2).

Ce point de vue introduit un distinguo essentiel entre l'espace organisé en réseaux du sédentaire et l'espace « chaotique » du nomade, ce dernier devant se

(2) DELEUZE, GUATTARI, 1980, p. 437

conformer à un ordre naturel qu'il ne prétend pas maîtriser. Tout au plus peut-il en disposer pour sa survie en sachant tirer profit des opportunités qui lui sont offertes, selon les rythmes et les lois naturels. Espace sauvage contre espace aménagé, opportunisme de la raison nomade, dirigisme de la raison sédentaire : la différence est de taille, elle est au fondement même de la rationalité occidentale, du rapport au temps, à l'histoire, au pouvoir (domination) et à la techno-science. L'opportunisme procède d'une soumission et d'un ajustement au temps, à la circonstance, au changement (c'est pourquoi le nomade migre sous la contrainte, pour aller chercher ailleurs les ressources dont il est temporairement privé, par un effet climatique, saisonnier ou conjoncturel). La rationalité, au contraire, participe d'une volonté de nier le temps, de se le soumettre (comme on agit sur l'histoire), de l'indifférencier ou l'uniformiser.

Sur ce point, le concept du « nomadisme » développé par Attali (3) repose sur un contresens, dans la mesure où il associe la condition nomade traditionnelle à un système de circulation qui est déterminé par des nœuds de branchement à un réseau (en l'occurrence la circulation hydraulique naturelle formant un réseau de points d'eau qui détermine le territoire du nomade). Il établit ensuite une analogie entre ce réseau et les réseaux modernes de communication pour réactualiser le concept du nomadisme, pour expliquer comment l'homme s'affranchit de son inscription dans un lieu pour ne garder que des connexions avec des réseaux par l'intermédiaire des « objets nomades ». Deleuze et Guattari présentent une plus grande rigueur dans l'analyse des relations entre société et réseau. Ils utilisent *réseau* pour les territoires contrôlés par l'Etat et *rhizome* pour le territoire des nomades, un degré d'organisation et de technicité étant inhérent au réseau, tandis que rhizome réfère à une expansion anarchique, imprévisible, non hiérarchisée et peu visible ou secrète (les sociétés secrètes, par exemple,

ou les réseaux de résistants seraient plus proches de la nature du rhizome, alors que les réseaux de communication instaurent un marquage et un codage de l'espace qui aboutissent à une lisibilité du territoire, à une clarification des repères). Des réseaux tels que l'EDF, la Poste ou les Télécom constituent des instruments du contrôle institutionnel dans la mesure où ils contribuent au repérage des citoyens (les abonnements nominatifs sont autant de pièces d'identité requises pour les démarches administratives, comme l'annuaire téléphonique sert à retrouver les personnes dont on a perdu l'adresse). Dans cette optique, le réseau institutionnalise la localisation des hommes plus qu'il ne les « délocalise ». Toute transaction avec un réseau desservant l'habitat laisse des traces ou donne lieu à des prestations contractualisées, ce qui offre des possibilités d'archivage ou de recensement d'un public, alors que le rhizome échappe à toute tentative d'institutionnalisation. Les réseaux sont les premiers éléments qu'on cherche à saisir et à neutraliser en cas de guerre tandis que la guérilla peut se poursuivre avec peu de moyens pour autant que les rhizomes sont insaisissables.

Enfin, le réseau est un principe d'organisation qui vise l'autonomie (à l'instar du nucléaire qui a, pour l'Etat français, signification d'autonomie énergétique), alors que le rhizome est un facteur d'hétéronomie lorsqu'il s'agit des cours d'eau, notamment au Moyen-Orient et en Afrique où un pays situé en amont d'un fleuve peut assécher, polluer, voire altérer la qualité du sol d'un pays voisin traversé par le même fleuve. Un pays puissamment structuré en réseaux peut se couper momentanément du monde même s'il reste dépendant des ressources naturelles extérieures à son territoire : c'est le cas des Etats-Unis, auxquels aucune puissance ne pourrait infliger un blocus ou une altération écologique par effet de contiguïté (à moins d'une catastrophe nucléaire). En revanche, le patrimoine écologique des peuples nomades est particulièrement dépendant des conditions

(3) ATTALI, 1990

extérieures à leur contrôle. Pour toutes ces raisons, on ne peut assimiler les systèmes de circulation, d'échange et d'approvisionnement des nomades à nos réseaux modernes, car les nomades doivent avant tout composer avec l'altérité et l'hétéronomie. L'interdépendance et la solidarité sont au cœur de leur éthique tandis que l'autarcie demeure l'idéal du monde sédentaire, qu'il s'agisse de la paysannerie encore rebelle aux dispositions de la Communauté Européenne, ou bien de l'entreprise moderne qui prétend aujourd'hui organiser ses systèmes de communication en circuit indépendant de l'infrastructure publique (les réseaux privés d'entreprise).

Les assertions d'Attali au sujet de l'association réseau/nomade seraient validées à condition que les réseaux avancés de communication tendent vers la nature anarchique ou chaotique du rhizome, aboutissant à un univers de communication si complexe et si disséminé qu'aucun pouvoir ne puisse le contrôler. Autrement dit, le pouvoir des réseaux techniques dont s'est servi jusqu'alors l'Etat pour contrôler le territoire et assurer un service égal pour tous en dépit des handicaps régionaux ou locaux serait en voie de mutation, échappant à l'entreprise séculaire d'institutionnalisation pour devenir un facteur de déstabilisation des souverainetés, une source d'hétéronomie. Une telle hypothèse a d'ores et déjà reçu confirmation, à travers un syndrome qui a pour nom « déréglementation ». La décision de restructurer les services publics, qu'il s'agisse des transports collectifs ou de la Communication, est imposée par la conjoncture internationale et les rapports de forces entre opérateurs ou exploitants, lesquels sont amenés à mettre en cause les modèles nationaux d'organisation publique pour s'adapter à la compétition. Au demeurant, elle peut être en contradiction avec l'intérêt du personnel, les positions des syndicats et une partie de l'opinion qui est restée attachée aux valeurs du service public. Cet exemple montre que l'organisation du réseau (médias, télécommunications,

transports aériens et ferroviaires) constitue le lieu où se focalisent dorénavant les figures de l'hétéronomie (4).

L'ère du nomadisme qu'annonce Attali rejoindrait alors les positions philosophiques du postmodernisme, incarnées par Lyotard, Baudrillard ou Virilio parmi d'autres. Dans les systèmes fortement médiatisés, le facteur d'organisation est menacé par un facteur d'imprévisibilité de plus en plus fort, loin de parvenir à une plus grande intelligibilité ou lisibilité de l'environnement et des événements, l'essor de l'information entraîne de la confusion et du brouillage. Qu'on parle de la « fin du grand récit » (Lyotard), de la fin de l'histoire ou de celle des idéologies, il s'agit bien du déclin d'un ordre qui s'est défini par la maîtrise du temps et du territoire (le modernisme). Ne pouvant plus compter sur aucun élément stabilisé du savoir, de l'institution et de la planification pour guider son action, l'individu n'a plus qu'à régler sa conduite sur un comportement de type opportuniste : tirer parti de la circonstance, suspendre ses principes et son jugement pour s'ajuster à une situation momentanée. C'est seulement par ce pragmatisme qu'il rejoint la condition nomade.

L'entreprise nomade et le travail sauvage

Les digressions sur la théorie des jeux évoquée plus haut nous servent à mettre en évidence l'analogie entre la nature stratégique du go et celle de la compétition économique moderne dans laquelle s'inscrit l'esprit entrepreneurial de demain. La dimension identitaire et la dimension locale ne sont plus nécessaires à l'organisation. Jadis, une entreprise comme Michelin devait créer le rapport d'intériorité et les signes d'appartenance propres à la cité ouvrière, à l'instar du modèle étatique, d'un Etat dans l'Etat : il fallait stabiliser l'ouvrier par une politique de logement appropriée et créer une identification à l'entreprise par la valorisation hiérarchique au sein d'une carrière. Cette logique est

(4) Concernant la réflexion sur les rapports entre réseau et territoire, voir de GOURNAY, mars 1987.

conforme au modèle traditionnel des échecs un espace fermé, une durée longue (on progresse pas à pas dans la promotion statutaire, de même qu'aux échecs on ne peut éliminer qu'une pièce à la fois), des statuts différenciés, une culture institutionnelle. L'entreprise moderne, virtuellement transnationale, œuvre par la délocalisation et la désinstitutionnalisation, et ménage « la possibilité de surgir en n'importe quel point » du globe selon les opportunités de qualification (ou déqualification) du travail. C'est une stratégie d'inspiration nomade.

Outre la mobilité géographique qu'elle réclame de ses employés dans leurs missions habituelles, l'entreprise moderne offre une rotation hiérarchique rapide. Pour faire carrière, il est bien vu de changer d'emploi et de poste plutôt que d'attendre un avancement interne. On peut progresser, soit en court-circuitant les échelons intermédiaires, soit en arrivant de l'extérieur, comme un pion de go qui fait éclater un territoire de l'extérieur ou qui annexe un territoire adjacent. Ceci est particulièrement vrai pour les cadres dirigeants qui accèdent aujourd'hui à la mobilité autrefois réservée aux grands corps de l'Etat. Ces principes sont incompatibles avec les structures de personnel fortement institutionnalisées et bureaucratiques, d'où le démantèlement actuel des services publics et des corps de fonctionnaires. Les rapports au sein de la structure nomade sont plus horizontaux ou « égalitaires » car ce qui compte c'est la flexibilité d'un employé par rapport à l'information et non pas sa maîtrise d'un savoir-faire technique entériné par l'ancienneté. C'est là un effet direct de la Communication, le cadre étant davantage valorisé par sa capacité à faire circuler l'information entre l'entreprise et le monde extérieur, plutôt que par sa maîtrise de l'environnement interne ou bien son habileté à susciter l'allégeance du per-

sonnel. Enfin, l'infrastructure qui supporte le travail des cadres en situation de mobilité est de moins en moins assimilable à l'ordre des outils associé à l'organisation sédentaire, mais de plus en plus à celui des armes associé à l'organisation nomade.

Ici se précise la première ligne de rupture entre la génération des techniques sédentaires et celle des techniques nomades. Dans les situations de mobilité professionnelle, la technicité n'est plus associée à la finalisation d'un savoir-faire codifié. Aucun critère ne permet de ratifier l'activité ambulatoire en termes de productivité ou d'efficacité (5), le nomade moderne étant impliqué dans des occurrences relationnelles et non pas des situations de travail, où il mobilise sa capacité à créer du lien ou à gérer une relation à distance. La distinction entre *arme* et *outil*, évoquée par Deleuze et Guattari dans leur *Traité de nomadologie* (6), semble être une perspective pertinente pour questionner l'usage des objets techniques mobiles de l'ère télécommunicante. Elle renvoie à la finalité de la technique au cours des différents stades historiques de l'organisation sociale, qu'elle soit nomade ou sédentaire. Un outil est le produit d'un agencement machinique orienté vers une finalité qui est propre au travail, le *faire*, tandis qu'une arme concourt à la dépense d'une force ou d'une énergie non productive, qui rentre dans un modèle d'*action* libre.

« Ce qui effectue un modèle d'action libre, ce ne sont pas les armes en elles-mêmes et dans leur être physique, c'est l'agencement "machine de guerre" comme cause formelle des armes. Et, de l'autre côté, ce qui effectue le modèle du travail, ce ne sont pas les outils, mais l'agencement "machine de travail" comme cause formelle des outils » (7).

Aux yeux de Deleuze et Guattari, ce n'est pas par rapport à la mobilité que se distingue le nomade (il ne se déplace pas

(5) A l'exception du secteur du transport routier dont le rôle dans le « process » industriel est prégnant. L'économie du « flux tendu » consiste à éviter d'avoir du stock de produits manufacturés en réduisant le délai entre la demande et la fabrication. On parle alors de « stock sur pneu ». Les camionneurs sont ainsi incorporés au dispositif de production, dans cette configuration où la transmission de l'information concernant la clientèle est centrale (utilisation de l'EDI, Echange de Documents Informatisés).

(6) DELEUZE, GUATTARI, 1980.

(7) *Id.*, p. 495.

plus qu'un sédentaire engagé temporairement dans un circuit commercial ou touristique), mais plutôt par opposition à un mode d'organisation du travail (le non-travail étant spécifique de l'organisation nomade, au regard d'une notion historique du travail défini comme un rapport d'exploitation de ressources naturelles ou de fabrication de biens) et du territoire (sa non-organisation, un territoire non codé, ni public ni privé, ni fermé, ni strié par des réseaux un territoire « lisse », comme le désert ou la mer) Selon que la technique sert l'une ou l'autre des finalités suivantes – « machine de guerre » ou « machine de travail » – elle est dite nomade ou sédentaire

Le refus de définir le nomade par la mobilité, une instabilité géographique ou une localisation précaire présente l'avantage d'éviter l'écueil des idées fausses quant à l'appréciation historique et quantitative de la mobilité géographique Par exemple, il est communément admis que l'instabilité géographique est une conséquence de l'avancée technique des moyens de transport Pourtant, l'on apprend que les déménagements, en France, étaient plus fréquents au XIX^e siècle qu'au XX^e siècle, alors que les moyens de transport étaient moins développés (8) Il paraît peu fondé d'affirmer que les Français sont plus « nomades » aujourd'hui alors qu'ils sont, pour une large part, engagés dans l'accession à la propriété, en comparaison avec le passé où les motivations à l'exode ou à l'exil ne manquaient pas (la famine, la guerre, les conquêtes coloniales, le cosmopolitisme aristocratique, bourgeois et intellectuel, l'incorporation militaire professionnelle ou mercenaire, la révolution industrielle, etc.) En revanche, définir le nomade par son rapport critique, problématique ou distancié au régime de travail paraît plus juste pour le passé comme pour le présent, dans la mesure où c'est bien la crise du travail qui est en question dans le monde contemporain, une crise qui touche tout autant sa valeur et sa qualification que son organisation technique Aussi la portée sociale dont

seront investies les techniques nomades sera-t-elle moins associée directement aux problèmes de mobilité *stricto sensu* qu'à la transformation de la notion de travail

Des associations humanitaires ont récemment réclamé l'attribution gratuite de la Carte Orange aux chômeurs, arguant à juste titre qu'ils ne sauraient trouver une solution à leur inactivité en étant exclus des transports De même peut-on penser que les nouvelles technologies mobiles ouvrent la voie à d'autres façons d'exister socialement, dans une perspective d'usage qui vise à *inventer* le travail en dehors de son institution, à déjouer ses monopoles comme les nomades jadis déstabilisaient le monopole territorial des États Dans le contexte actuel où les exclus du travail sont aussi pénalisés par une localisation précaire (le problème du logement), les systèmes mobiles acquièrent ainsi un autre sens en devenant une « adresse » virtuelle permettant de maintenir le contact avec le monde, pour des gens privés d'adresse fixe C'est dans cette mesure que la technique nomade n'est plus tout à fait un *outil* mais une *arme*, pour trouver sa place, pour inventer son territoire – y compris son terrain d'activité – envers et contre le déni manifesté aux gens qui ne peuvent justifier d'une appartenance, ni à l'entreprise, ni à l'espace local (la résidence) Dans cette perspective, c'est moins le télétravail qui sera assisté par les technologies mobiles que les formes d'activité indépendantes, compte tenu de la précarité actuelle du lien salarial Le télétravail, en effet, est défini comme une délocalisation partielle de bases isolées et reliées à une structure centrale de commandement qui serait l'entreprise-mère, tandis que l'activité indépendante s'appuie sur une logistique de communication dotée d'une forte technicité pour pallier l'insuffisance des effectifs salariés

Dans le cas d'un professionnel en déplacement dûment salarié, il semble impropre de définir ses séquences d'activité mobile par le terme « travail », et *a fortiori* celui de « faire » Précisément, un cadre

(8) LÉVY-VROELANT, 1993

itinérant vit dans l'angoisse de ne pas faire, d'être empêché de faire, de « perdre son temps » pendant le voyage. Il est plutôt placé dans l'impératif d'*agir*, en amont et en aval d'une production qu'il prépare, qu'il diffère, qu'il organise, qu'il échange ou vend. Il n'existe pas de normes pour définir l'enchaînement de ses tâches (au contraire du travail ouvrier ou bureaucratique) ni pour mesurer sa « productivité », car son activité ne se situe plus dans une logique de productivité mais dans celle de la « compétitivité », d'une intelligence relationnelle. Son efficacité s'apparente à celle d'un sportif, d'un combattant ou d'un joueur : il lui faut prendre l'initiative, savoir bluffer ou ruser, décider quand agir et où, pour l'emporter sur le concurrent. Dans cette optique, il est bien dans un modèle d'action libre.

« L'outil est essentiellement lié à une genèse, à un déplacement et à une dépense de la force, qui trouvent leurs lois dans le travail, tandis que l'arme concerne seulement l'exercice ou la manifestation de la force dans l'espace et dans le temps, conformément à l'action libre » (9)

Identification d'un objet nomade . le radiotéléphone

La panoplie des objets nomades, radiotéléphones et autres terminaux embarqués, doit être analysée en fonction de cet écart par rapport à leur statut présumé d'outil : est-ce une infrastructure qui soutient et prolonge l'acte productif (le travail) au-delà des frontières de l'entreprise, ou bien une *logistique* orientée vers l'action et la gestion de l'aléa dans une configuration spatio-temporelle externe à l'entreprise, dans une optique stratégique conditionnée par la compétition économique, plus proche de la logique militaire ? De mon point de vue, la nature des médias est plus proche de la logistique que de l'outil : on y a recours moins pour fabriquer de la richesse ou un contenu formel, que pour exploiter des opportunités, occuper le terrain, être vu. Ceux qui sont dépendants des

équipements mobiles déclarent qu'en l'absence de ce support ils craignent de manquer une occasion, un appel impromptu qui leur apporterait une promesse de contrat ou de marché. À l'exception notable du micro-ordinateur, seul objet de la famille des portables à être pleinement utilisé comme outil de travail durant le déplacement, les objets nomades répondent essentiellement à une fonction stratégique. Leurs caractéristiques d'usage, qui les apparentent au registre des armes, sont les suivantes : le commandement, la dissuasion ou l'évitement, la ruse, l'invisibilité ou le camouflage, l'escalade (l'inflation incontrôlée et irraisonnée du potentiel de communication, en matériel et en actes), la vitesse. On peut rendre compte des pratiques du radiotéléphone, actuellement repérées à partir d'enquêtes sociologiques, en appliquant cette grille de significations empruntées à l'usage des armes.

La structure des conversations passées par radiotéléphone, qu'il s'agisse du téléphone de voiture ou de celui du piéton (Bi-Bop), présente un mode de communication bref et instrumental, des échanges excédant rarement quatre minutes au dire des interviewés, avec une indifférenciation quant à la nature professionnelle ou privée de la communication du point de vue de la durée. On est aussi bref vis-à-vis d'une relation de travail que de son conjoint : « Je serai en retard », « j'arrive », « je ne vais pas passer », « qui va chercher l'enfant à l'école ? », voilà l'essentiel du message type. Ce laconisme et cette absence de convivialité contrastent avec l'usage du sans-fil au domicile, où l'on assiste au contraire à une inflation du temps passé au téléphone par les adolescents, en raison de la possibilité de se soustraire au regard de la famille grâce au terminal ambulancier.

Cette condensation de la communication via le téléphone mobile marque une nette rupture avec l'usage classique du téléphone fixe. Le téléphone domestique, on le sait, est davantage utilisé par les femmes et les adolescents pour des conversations longues, plutôt affectives qu'utilitaires.

(9) DELEUZE, GUATTARI, 1980 p. 495

Certaines femmes inactives vont même jusqu'à téléphoner dans des cabines publiques avec une carte pour mieux contrôler leur budget téléphonique dont l'inflation inconsidérée fait souvent l'objet de reproches conjugaux, voire de reproches parentaux adressés aux enfants du foyer à qui il faut bien donner l'exemple (10). On note également qu'au Japon les adolescents fréquentent assidûment les cabines publiques pour leurs conversations personnelles, en raison de l'absence d'intimité ou de confidentialité inhérente à l'habitat japonais (isolation phonique insuffisante). En France, lorsque le ménage est abonné au service de signal d'appels en cours de communication, la raison en est souvent que le chef de famille était exaspéré de ne pouvoir joindre son foyer à la fin de la journée de travail, la ligne étant occupée en permanence, soit par le conjoint soit par les enfants. Tous ces exemples montrent l'ampleur du trafic téléphonique consacré à la sociabilité personnelle ou à la vie affective singulière, dissociée de la famille, et qui pose des problèmes de partage de la ligne domestique aux heures de disponibilité. Ce volume de communications personnelles, dans le cas des hommes en activité, est largement reporté sur le téléphone de bureau, à partir duquel s'organisent les rendez-vous de loisir et les sorties culturelles. La majorité des hommes interrogés déclarent qu'ils souhaitent être « déconnectés » quand ils arrivent chez eux, préférant laisser au conjoint et aux enfants la charge de répondre au téléphone et d'entretenir les relations avec l'environnement affectif ou amical.

Avec le téléphone mobile on quitte cet univers affectif et intimiste du téléphone qui a perduré jusqu'aux débuts de la télématique (la recherche du contact humain qui a généré le succès des messageries du minitel en dépit des considérations de coût, alors que pour le téléphone cellulaire le coût de la communication est d'emblée invoqué comme un facteur dissuasif de la conversation conviviale ou affective). Paradoxalement, le mobile, dans sa configu-

ration d'usage actuelle, accentue la finalité instrumentale ou utilitaire de la communication (utilisation limitée à l'urgence), alors même qu'il offre potentiellement des modalités de réception plus personnalisées, plus affranchies du contrôle indiscret du groupe. Ce constat est étayé par deux indices, le fait que l'utilisateur du mobile déclare vouloir conserver l'initiative d'appeler plutôt que d'être appelé (le téléphone n'est donc plus perçu comme ce « cordon ombilical » par lequel on vérifie les preuves d'amour ou d'attachement qui proviennent de son entourage), ainsi que sa précaution à ne pas diffuser son numéro associé au mobile (en général, le numéro est connu de cinq personnes au maximum, dont le secrétariat et le conjoint). Il existe donc bien une pratique de filtrage des appels en arrivée, dont l'équivalent serait la liste rouge pour le téléphone résidentiel ou l'utilisation du répondeur associée à la présence au foyer. L'extérieur est ressenti comme une source d'invasion ou de perturbation. Dans le cas de l'utilisateur mobile, le contrôle s'effectue par un filtre humain en addition aux précautions déjà évoquées. Le secrétariat est chargé de recevoir la quasi-totalité des messages professionnels et de prévenir le mobile.

Cette attitude « défensive » de l'utilisateur mobile n'est pas justifiée par une plus grande « indiscrétion » du téléphone cellulaire par rapport au téléphone domestique. En effet, pour que le radiotéléphone soit en mesure de recevoir des appels, il faut le mettre en veille, ce qui nécessite un acte volontaire (celui de l'allumer en voiture, ou de se signaler à une borne pour le Bi-Bop quand on est stationnaire) à défaut duquel le réseau ne peut le localiser. Ce fait constitue un « verrou » supplémentaire contre les effets du dérangement ou de l'intrusion téléphonique. Les utilisateurs déclarent d'ailleurs avoir omis de se brancher ou de se signaler, par oubli, négligence ou paresse, ou encore par crainte de vider les batteries dans le cas du Bi-Bop quand on le met en mode de réception. En guise d'hypothèse, on pourrait dire que la discrétion

(10) D'après l'enquête d'Elisabeth ROBSON, janvier 1994.

tion qui entoure le radiotéléphone tient à sa connotation privée même lorsqu'il est associé à la vie professionnelle, parce que le temps du déplacement est considéré comme un temps personnel par les individus, plus personnel peut-être, ou plus autonome, que la circonstance familiale. Ainsi un directeur général m'a déclaré au cours d'une interview « Je considère que ma voiture est un lieu privé. C'est pour ça que je n'allume pas mon téléphone » (avec d'autant plus remarquable que cette personne dispose d'une voiture de fonction).

Au-delà des considérations tarifaires, il est probable que l'usage parcimonieux du terminal cellulaire soit lié à sa connotation avec les rapports de forces. Il existe deux catégories de situations professionnelles qui régissent l'usage du radiotéléphone : celle des décideurs, disposant d'une structure organisationnelle forte, qui ont l'initiative de la communication, celle des professionnels indépendants, des patrons de PME et des cadres commerciaux, qui sont dépendants d'un rapport avec la clientèle et qui subissent la communication que leur imposent soit leurs partenaires hiérarchiques soit leurs partenaires/clients.

Les membres de la première catégorie ont un rapport détendu avec la communication téléphonique et ne ressentent nullement le besoin de s'en protéger par des barrières techniques ni même humaines : ils jouissent d'un filtrage « naturel » par leur statut, et, s'il est vrai que les appels transitent par le secrétariat, il est rare qu'ils les refusent quand ils sont présents à leur bureau. Cependant, il reste difficile de discerner, dans ce comportement détaché, ce qui est lié au statut professionnel de ce qui tient au profil psycho-sociologique de l'individu, à la perception qu'il a de lui-même et d'autrui. Autrement dit, plus on a confiance en soi, plus on se sent reconnu, moins on se croit indispensable ou persécuté au téléphone. Ceux-là disposent d'un téléphone mobile pour le confort mais en ont un usage limité car ils savent relativiser l'urgence et déléguer l'initiative au personnel intermédiaire. A cet égard ils ont la même attitude que le petit patron du Sentier évoqué par Alain Tarrus dans l'article inclus dans ce même numéro : ils privilè-

gient la relation en face-à-face et considèrent que le fait pour un responsable d'être joignable par un téléphone mobile peut induire un comportement d'assisté de la part du personnel subalterne qui en profite pour faire remonter « vers le haut » la solution des problèmes ponctuels. Détenteurs d'un téléphone cellulaire plus pour le standing que par nécessité, ils déclarent se satisfaire des moyens collectifs qui sont mis à leur disposition pendant leurs déplacements, sur les lignes aériennes qui leur fournissent un téléphone à bord, ou dans les structures d'accueil. En somme, leur conception des rapports humains au travail correspond au schéma plus horizontal ou plus « égalitaire » de la structure nomade évoquée plus haut, par opposition à la structure hiérarchique qui fait remonter toute l'information vers le sommet de la pyramide avant qu'une décision puisse être prise.

Les usagers appartenant à la seconde catégorie, moins favorisés par le statut ou la taille de l'entreprise (travail artisanal ou indépendant impliquant souvent la mobilisation du conjoint), sont à la fois intoxiqués et stressés par la communication. Ne disposant pas d'assistants à qui déléguer la gestion de l'information, ils ont recours à un équipement technique considérable et aménagent des accouplements d'outils pour être certains de tout contrôler. Fax et répondeurs couplés avec les lignes privées et professionnelle elles-mêmes dotées d'un transfert vers les mobiles, ou vice-versa. La saturation est exponentielle parce que l'équilibre entre temps réel et temps différé ne peut être atteint et que le sujet télécommunicant est toujours en retard d'une communication. Les individus les plus dépendants de l'usage d'un mobile sont incapables de déléguer la moindre initiative à un tiers et se croient indispensables en toute circonstance, dont ils n'arrivent pas à mesurer l'urgence. Ils sont par conséquent placés dans un état d'urgence permanent, plus subjectif que réel. Leur anxiété latente les fragilise, aussi n'aiment-ils pas recevoir des appels sur leur mobile car ils redoutent un rapport de forces défavorable. « On n'est pas en bonne position pour négocier quand on est pris dans le trafic, disent-ils, il faut pouvoir consulter le dos-

sier, se préparer, avoir les chiffres en tête » Cette catégorie d'usagers est la plus sensible à des interférences entre vie professionnelle et sphère privée. Bien souvent, le modèle technologique du travail est importé à la maison, on a tendance à s'équiper en moyens toujours plus innovants alors qu'on déclare vouloir préserver son intimité, dans l'espoir de parvenir à un aménagement maîtrisé de la communication à défaut de pouvoir se « déconnecter ». Autrement dit, pour se protéger de l'intrusion téléphonique, il faut multiplier les canaux de communication (mobiles et fixes), dédier telle ligne à des univers de relations de plus en plus segmentés, jusqu'au cercle restreint des relations intimes qui sont les seules à savoir où et comment joindre la cellule domestique.

Indépendamment de leur statut socio-professionnel, les usagers du mobile dans leur ensemble ont le réflexe de le dissimuler quand ils sont en situation publique, hors de l'abri privé qu'offre la voiture. Plusieurs usagers du Bi-Bop mais aussi du radiotéléphone cellulaire portatif avouent avoir quelque hésitation à téléphoner ou à mettre leur terminal à découvert quand ils sont entourés, au restaurant ou dans un lieu public. Ils disent être gênés par les regards qu'attire cet objet encore peu banalisé et craignent d'être taxés de « frimeur ». Ce complexe de supériorité inversé a été également mentionné par une étude des comportements scandinaves (11). Ce trait est assez atypique dans la société de consommation, où il est rare de repérer des attitudes aussi peu ostentatoires concernant un équipement encore associé à l'importance du statut. Non seulement le possesseur d'un mobile cache son numéro (par conséquent le monde ignore qu'il est équipé), mais il ne l'arbore pas comme un signe de distinction. Ces caractéristiques d'usage confirment l'analogie entre les terminaux nomades et la logique des armes déjà évoquée, dans la mesure où ils s'assimilent à l'univers secret des services de renseignement dont les gadgets de transmission sont

généralement fort discrets et dissimulés.

Conversations brèves, utilisation limitée en deçà des possibilités offertes par l'outil, l'usage du mobile est cantonné dans un cadre défini par le traitement stratégique de l'impondérable ou de l'urgence. Sa caractéristique première, la vitesse, l'assimile au registre de l'action et du combat plutôt que du travail. Dans ce registre, ceux qui abusent en boulimiques de la télécommunication avancée, multipliant les actes et les moyens, ne sont pas les acteurs les plus puissants. La puissance, en matière de communication, consiste davantage à contrôler sa croissance : ceux qui maîtrisent le système sont précisément ceux qui ne se laissent pas déborder par l'afflux d'informations et qui ménagent une forte disponibilité pour la relation en temps réel. Paradoxalement, dans le contexte postmoderne, la relation interpersonnelle est d'autant mieux privilégiée quand on transfère sur les machines la gestion en différé d'une part de la communication, la moins stratégique, celle qui n'implique pas la persuasion, la séduction ou la négociation. Par cet équilibre subtil et ardu, la relation en face-à-face (12) se maintient et se qualifie au fur et à mesure que croissent les systèmes complexes de l'information, dans un rapport de synergie et non pas de substitution.

Par rapport à cette tendance, le téléphone mobile est cohérent car c'est la dernière innovation du siècle qui soit restée dans la lignée de la téléphonie pure – celle de l'*interaction* en direct – et non pas dans la famille technique de l'*interactivité* issue du compromis entre téléphonie et informatique. Un compromis qui engendre la confusion entre communication et information, entre la relation et son évitement par l'interface de la machine. L'interactivité est cette magnifique imposture qui fabrique de l'indisponibilité au profit de l'accumulation, et, sous couvert d'une théaurisation inépuisable de l'information, confectionne les poubelles de nos mémoires et l'hypothèque du temps. Au regard de la logique prométhéenne culmi-

(11) Voir J.-P. ROOS, article inclus dans ce même numéro.

(12) Ou le dialogue en temps réel, par téléphone interposé, mais sans le recours aux supports hybrides, messages, fax ou pagers.

nant dans l'ère du virtuel – lequel n'est somme toute que l'apothéose du culte millénaire que l'Occident voue à la machine – le téléphone et son au-delà appartiennent à l'ordre du médium qui n'est pas réductible à celui de la machine ni à celui de l'outil. Si le téléphone a « un avenir d'avance », par l'intégration de la technologie cellulaire mais aussi par sa qualification à l'imédiateté, voire l'opportunité, il se pourrait que cet avenir coïncide avec la mort de la machine, ou sa répudiation à la juste place des objets inanimés. Reléguées dans un garde-meuble, les machines n'ont nullement besoin d'être nomades puisqu'elles peuvent être téléguidées ou consultées à distance. Seuls le réseau et le médium sont nécessaires à l'existence nomade.

Dans cet écart qui se creuse entre l'action et l'activité, entre la réalisation et le faire, entre la relation et son simulacre, entre l'interaction et l'interactivité – se joue ou se rejoue l'immémorial antagonisme du nomade et du sédentaire. Est virtuellement nomade celui qui sait se soustraire aux impératifs de la gestion de l'information pour se rendre disponible à l'action et à la relation. Telle est l'attitude des acteurs dominants de l'organisation, les décideurs, qui témoignent d'un rapport dégagé avec les systèmes techniques pour mieux privilégier l'intelligence relationnelle et ménager le dialogue en temps réel. De ce point de vue, la culture télécom rejoint la culture orientale des arts martiaux : celui qui détient la puissance des armes

(en l'occurrence le pouvoir du média) apprend d'abord à ne pas avoir à s'en servir. Cela s'appelle la dissuasion.

« Les arts martiaux ont toujours subordonné les armes à la vitesse, et d'abord à la vitesse mentale (absolue), mais par là c'étaient aussi les arts du suspens et de l'immobilité. Aussi les arts martiaux ne se réclament-ils pas d'un *code*, comme d'une affaire d'Etat, mais de *voies*, qui sont autant de chemins de l'affect, sur ces voies, on apprend à se “desservir” des armes non moins qu'à s'en servir () Apprendre à défaire, et à se défaire, appartient à la machine de guerre – le “ne-pas-faire” du guerrier, défaire le sujet. Un mouvement de décodage traverse la machine de guerre, tandis que le surcodage soude l'outil à une organisation du travail et de l'Etat (on ne désapprend pas l'outil, on ne peut qu'en compenser l'absence) » (13)

Le développement du téléphone mobile hésite encore entre la perspective instrumentale de la communication professionnelle (laquelle requiert l'adjonction de fonctions informatiques ou de la transmission de données à la téléphonie vocale) et celle de la *communication personnelle*, plus indéterminée parce que inscrite dans l'abolition des frontières entre le travail et l'univers des relations sociales et familiales. Le téléphone pourra-t-il affirmer son identité de médium et se démarquer du fonctionnalisme de l'outil ? De cette question dépend son adéquation au changement social.

(13) DELEUZE, GUATTARI, 1980, p. 498

RÉFÉRENCES

- ATTALI J , *Lignes d'horizon*, Fayard, Paris, 1990
- DELEUZE G et GUATTARI, F , *Mille plateaux, capitalisme et schizophrénie*, Minuit, Paris, 1990
- ETTIGHOFFER D , *L'entreprise virtuelle ou les nouveaux modes de travail*, Odile Jacob, Paris, 1992
- GOURNAY (de) Ch , « Service non compris » in *Réseaux, Monopole et concurrence*, n°23, CNET, Issy-les-Moulineaux, 1987
- LEVY-VROELANT Cl , « A propos de la mobilité résidentielle au XIX^e siècle » in *Les Annales de la Recherche Urbaine, Mobilités*, n°59-60, Dunod, Paris, 1993
- ROBSON, E , « Pratiques et usages du téléphone sans fil en milieu résidentiel », rapport de synthèse, CNET, Issy-les-Moulineaux, 1994